

JF/EP N° 19893

Contact IFOP : Jérôme Fourquet / Esteban Pratiel

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et l'emploi des jeunes

Résultats détaillés

Octobre 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie.....	1
- 2 - Les principaux enseignements.....	4
- 3 - Les résultats de l'étude	7
Le problème le plus important pour la France.....	8
L'adhésion à différentes mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes.....	10

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



Site web



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Dimanche Ouest France
Echantillon	Echantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (<i>CAWI - Computer Assisted Web Interviewing</i>)
Dates de terrain	Du 25 au 27 octobre 2011

PRECISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

La dette et les déficits publics apparaissent aux yeux des Français comme le problème le plus important aujourd'hui pour la France (33% de citations), devant le pouvoir d'achat (23%) et l'emploi (23%). Un tiers des Français pointe en effet le problème des comptes publics (33%) mis en évidence dernièrement par la menace de l'agence de notation Moody's sur la note de la France et ses capacités à pouvoir emprunter, alors que le pouvoir d'achat et l'emploi sont mentionnés chacun par 23% des personnes interrogées. Moins d'un interviewé sur 10 (8%) déclare que l'emploi des jeunes est le problème le plus important pour la France, devant les retraites (4%), l'éducation et la recherche (4%), la sécurité des personnes et des biens (3%) et l'environnement (2%).

L'analyse des résultats détaillés révèle certaines disparités. La dette et les déficits publics sont ainsi davantage perçus comme le problème majeur de la France par les personnes âgées de 65 ans et plus (53%, contre 33% auprès de l'ensemble des interviewés), les habitants de la région parisienne (45%), les sympathisants UMP (58%), et ceux du MoDem (62%). Les populations les plus actives – les personnes âgées de 25 à 49 ans – s'inquiètent en revanche davantage de la problématique du pouvoir d'achat (31% pour les 25-34 ans, 30% pour les 35-49 ans, contre 23% auprès de l'ensemble des interviewés), tout comme les catégories socioprofessionnelles modestes (33% auprès des employés, 32% auprès des ouvriers) et les proches du Front National (36%). **En ce qui concerne l'emploi des jeunes, ce sont logiquement les personnes âgées de 18 à 24 ans qui se montrent les plus préoccupées (15%, contre 8% auprès de l'ensemble de l'échantillon), mais également les sympathisants de gauche (12%, et notamment 13% auprès des proches du Parti Socialiste, contre 4% auprès des sympathisants de droite).**

La primaire socialiste a récemment placé la question de l'emploi des jeunes au cœur du débat pour la campagne présidentielle. Dans cette optique, la proposition du vainqueur de l'investiture, François Hollande, à savoir la mise en place dans les entreprises de contrats de génération, semble dominer dans l'opinion celle de Martine Aubry, la création de 300 000 emplois jeunes. **Le principe selon lequel par un contrat d'une durée de 5 ans l'entreprise s'engagerait à embaucher et à former un jeune salarié en recourant à l'expérience d'un salarié âgé de plus de 55 ans, tandis que l'Etat verserait une aide financière de 2 000 euros par mois à l'entreprise pendant toute la durée du contrat, recueille ainsi les suffrages de près de deux tiers des Français (65%), et ce même si elle s'avèrerait coûteuse pour l'Etat et les finances publiques.** La proposition avancée par Martine Aubry, plus précisément la création de 300 000 emplois jeunes notamment dans les secteurs du développement durable et du développement des territoires, sur des contrats d'une durée maximale de 5 ans, avec un salaire correspondant au minimum du SMIC, financés à 75% par l'Etat, fait quant à elle débat parmi les personnes interrogées : 50% pour et 50% contre.

Les contrats de génération suscitent de plus l'approbation d'une majorité de chaque catégorie de la population. Si 73% des sympathisants de gauche estiment que cette mesure doit être appliquée malgré son coût afin de faire baisser significativement le chômage des jeunes, près de deux tiers des proches de l'UMP sont parallèlement du même avis (63%). **Il n'en est pas de même à propos de la création de 300 000 emplois jeunes, une mesure plus clivante.** Les personnes

âgées de 18 à 24 ans se montrent en effet en majorité favorables à ce dispositif (61%), mais s'opposent aux personnes les plus actives, les 25-49 ans, dont la proportion d'avis favorables est minoritaire (47% auprès des 25-34 ans, 45% auprès des 35-49 ans). De la même manière, on constate une différenciation selon la proximité partisane : les perceptions des sympathisants de gauche sont en effet fortement éloignées de celles des sympathisants de droite (66% d'opinions favorables à gauche, contre 34% à droite), pour lesquels cette mesure rappelle sans doute trop les « emploi-jeunes » du Gouvernement Jospin.

- 3 -

Les résultats de l'étude

Le problème le plus important pour la France

Question : Quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants UMP	Sympathisants FN
	(%)	(%)	(%)	(%)
• La dette et les déficits publics	33	21	58	24
• Le pouvoir d'achat	23	24	10	36
• L'emploi	23	28	19	12
• L'emploi des jeunes	8	12	4	6
• Les retraites	4	4	2	4
• L'éducation et la recherche	4	5	2	6
• La sécurité des personnes et des biens	3	2	4	11
• L'environnement	2	4	1	1
TOTAL.....	100	100	100	100

Le problème le plus important pour la France

	La dette et les déficits publics	Le pouvoir d'achat	L'emploi	L'emploi des jeunes	Les retraites	L'éducation et la recherche	La sécurité des personnes et des biens	L'environnement
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	33	23	23	8	4	4	3	2
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)								
Homme	35	23	21	7	5	4	4	1
Femme	31	24	24	9	4	3	2	3
AGE DE L'INTERVIEWE(E)								
Moins de 35 ans	26	28	21	9	4	5	3	4
18 à 24 ans	23	24	21	15	4	7	2	4
25 à 34 ans	29	31	22	4	3	4	4	3
35 ans et plus	35	22	24	7	5	3	3	1
35 à 49 ans	23	30	26	6	4	4	3	4
50 à 64 ans	33	23	24	10	6	1	3	-
65 ans et plus	53	9	20	6	4	4	4	-
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)								
Artisan ou commerçant (*)	38	28	11	13	-	3	-	7
Profession libérale, cadre supérieur	30	23	23	8	6	5	1	4
Profession intermédiaire	28	32	22	7	3	1	5	2
Employé	22	33	25	6	4	3	4	3
Ouvrier	22	32	24	5	6	2	6	3
Retraité	50	11	20	8	4	4	3	-
Autre inactif	22	23	26	13	5	6	1	4
REGION								
Région parisienne	45	17	16	9	4	4	3	2
Nord est	26	29	22	6	7	4	4	2
Nord ouest	30	26	26	7	4	3	3	1
Sud ouest	32	23	26	12	2	2	-	3
Sud est	32	21	24	8	4	3	5	3
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	27	28	26	7	4	4	2	2
Communes urbaines de province	31	24	23	8	5	3	4	2
Agglomération parisienne	46	15	17	10	3	5	3	1
PROXIMITE POLITIQUE								
Gauche	21	24	28	12	4	5	2	4
Front de Gauche	13	27	32	14	-	9	-	5
Parti Socialiste	21	25	31	13	4	4	2	-
Europe Ecologie - Les Verts	29	20	21	9	2	6	1	12
Mouvement Démocrate - Modem	62	13	8	8	3	3	3	-
Droite	48	18	17	4	3	3	6	1
UMP	58	10	19	4	2	2	4	1
Front National	24	36	12	6	4	6	11	1
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	26	30	23	7	7	2	3	2
VOTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)								
Olivier Besancenot	16	28	23	14	2	10	-	7
Ségolène Royal	22	26	30	10	5	4	1	2
François Bayrou	48	19	18	7	4	2	1	1
Nicolas Sarkozy	52	15	17	4	3	3	5	1
Jean-Marie Le Pen	23	30	20	9	6	3	8	1

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

L'adhésion à différentes mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes

Question : Pour chacune des propositions suivantes qui visent à favoriser l'emploi des jeunes, diriez-vous que ... ?

	Même si elle est coûteuse pour l'Etat et les finances publiques, <u>il faut appliquer</u> cette mesure car elle fera baisser significativement le chômage des jeunes (%)	<u>Il ne faut pas appliquer</u> cette mesure car elle aura un coût important pour l'Etat et les finances publiques sans pour autant faire baisser significativement le chômage des jeunes (%)	TOTAL (%)
<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place dans les entreprises de contrats de génération. Par ce contrat d'une durée de 5 ans, l'entreprise s'engagerait à embaucher et à former un jeune salarié en recourant à l'expérience d'un salarié âgé de plus de 55 ans. L'Etat verserait une aide financière de 2 000 euros par mois à l'entreprise pendant toute la durée du contrat 	65	35	100
<ul style="list-style-type: none"> • La création de 300 000 emplois jeunes notamment dans les secteurs du développement durable et du développement des territoires, sur des contrats d'une durée maximale de 5 ans, avec un salaire correspondant au minimum du SMIC, financés à 75% par l'Etat 	50	50	100

L'adhésion à différentes mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes

Question : Pour chacune des propositions suivantes qui visent à favoriser l'emploi des jeunes, diriez-vous que ... ?

- Récapitulatif « Même si elle est coûteuse pour l'Etat et les finances publiques, il faut appliquer cette mesure car elle fera baisser significativement le chômage des jeunes » -

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants UMP	Sympathisants FN
	(%)	(%)	(%)	(%)
<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place dans les entreprises de contrats de génération. Par ce contrat d'une durée de 5 ans, l'entreprise s'engagerait à embaucher et à former un jeune salarié en recourant à l'expérience d'un salarié âgé de plus de 55 ans. L'Etat verserait une aide financière de 2 000 euros par mois à l'entreprise pendant toute la durée du contrat 	65	73	63	50
<ul style="list-style-type: none"> • La création de 300 000 emplois jeunes notamment dans les secteurs du développement durable et du développement des territoires, sur des contrats d'une durée maximale de 5 ans, avec un salaire correspondant au minimum du SMIC, financés à 75% par l'Etat 	50	66	35	37

L'adhésion à différentes mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes
La mise en place dans les entreprises de contrats de génération. Par ce
contrat d'une durée de 5 ans, l'entreprise s'engagerait à embaucher et à
former un jeune salarié en recourant à l'expérience d'un salarié âgé de plus
de 55 ans. L'Etat verserait une aide financière de 2 000 euros par mois à
l'entreprise pendant toute la durée du contrat

	Même si elle est coûteuse pour l'Etat et les finances publiques, il faut appliquer cette mesure car elle fera baisser significativement le chômage des jeunes (%)	Il ne faut pas appliquer cette mesure car elle aura un coût important pour l'Etat et les finances publiques sans pour autant faire baisser significativement le chômage des jeunes (%)
ENSEMBLE	65	35
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	59	41
Femme	70	30
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	61	39
18 à 24 ans	72	28
25 à 34 ans	54	46
35 ans et plus	66	34
35 à 49 ans	64	36
50 à 64 ans	70	30
65 ans et plus	65	35
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
Artisan ou commerçant (*)	51	49
Profession libérale, cadre supérieur	61	39
Profession intermédiaire	63	37
Employé	65	35
Ouvrier	59	41
Retraité	68	32
Autre inactif	70	30
REGION		
Région parisienne	63	37
Nord est	61	39
Nord ouest	67	33
Sud ouest	69	31
Sud est	66	34
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	67	33
Communes urbaines de province	64	36
Agglomération parisienne	62	38
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	73	27
Front de Gauche	75	25
Parti Socialiste	73	27
Europe Ecologie - Les Verts	70	30
Mouvement Démocrate - Modem	50	50
Droite	57	43
UMP	63	37
Front National	50	50
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	65	35
VOTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)		
Olivier Besancenot	60	40
Ségolène Royal	73	27
François Bayrou	64	36
Nicolas Sarkozy	60	40
Jean-Marie Le Pen	55	45

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

L'adhésion à différentes mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes
La création de 300 000 emplois jeunes notamment dans les secteurs du
développement durable et du développement des territoires, sur des
contrats d'une durée maximale de 5 ans, avec un salaire correspondant au
minimum du SMIC, financés à 75% par l'Etat

	Même si elle est coûteuse pour l'Etat et les finances publiques, il faut appliquer cette mesure car elle fera baisser significativement le chômage des jeunes (%)	Il ne faut pas appliquer cette mesure car elle aura un coût important pour l'Etat et les finances publiques sans pour autant faire baisser significativement le chômage des jeunes (%)
ENSEMBLE	50	50
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	46	54
Femme	54	46
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans		
18 à 24 ans	61	39
25 à 34 ans	47	53
35 ans et plus		
35 à 49 ans	45	55
50 à 64 ans	53	47
65 ans et plus	51	49
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
Artisan ou commerçant (*)	42	58
Profession libérale, cadre supérieur	52	48
Profession intermédiaire	42	58
Employé	51	49
Ouvrier	47	53
Retraité	53	47
Autre inactif	57	43
REGION		
Région parisienne	60	40
Nord est	49	51
Nord ouest	50	50
Sud ouest	50	50
Sud est	45	55
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	50	50
Communes urbaines de province	47	53
Agglomération parisienne	65	35
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche		
Front de Gauche	68	32
Parti Socialiste	64	36
Europe Ecologie - Les Verts	68	32
Mouvement Démocrate - Modem		
.....	31	69
Droite		
UMP	35	65
Front National	37	63
Aucune formation politique (réponse non suggérée)		
.....	50	50
VOTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)		
Olivier Besancenot	61	39
Ségolène Royal	66	34
François Bayrou	51	49
Nicolas Sarkozy	34	66
Jean-Marie Le Pen	39	61

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs